

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 341

Autorisation de travaux,
Occupation du domaine public,
Restriction de circulation,

Du lundi 22 Juillet 2024,
Au vendredi 27 Juillet 2024,

Modification de l'arrêté
N° : SL/ST/2024/285

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de
réparation de fibre optique dans chambres PTT,
par l'entreprise CONSTRUCTEL, il est nécessaire
d'occuper les emprises, et de restreindre la
circulation, au droit du 16 Avenue Etienne Audibert.

ARRÊTONS

Article 1 : L'entreprise CONSTRUCTEL est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du 16 Avenue Etienne Audibert, du lundi 22 Juillet 2024 au vendredi 27 Juillet 2024.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10, au droit du 16 Avenue Etienne Audibert, du lundi 22 Juillet 2024 au vendredi 27 Juillet 2024.

Article 3 : L'entreprise CONSTRUCTEL se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 4 : Les circulations seront adaptées en fonction des travaux.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : **L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.**

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Capitaine, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Lieutenant, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le **1 2 JUIL. 2024**

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,



Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire